

I.

L'enquête : objectifs, méthode, échantillon

9

Pourquoi une enquête sur le repas ?

La manière dont les habitants de la France prennent leurs repas aujourd'hui est une question importante, aussi bien pour des raisons de santé publique que pour des raisons économiques et même pour des raisons sociales et culturelles.

Les médecins et les autorités responsables de la santé publique auraient bien besoin de mieux connaître les habitudes réelles de consommation de la population. Certains aspects de l'évolution des mœurs alimentaires ont pu susciter l'inquiétude de la médecine. Cette évolution pourrait favoriser l'obésité et les maladies dites de «civilisation», en particulier les maladies cardio-vasculaires.

Un souci se manifeste de plus en plus clairement dans la population française : celui de faire «les bons choix» en matière d'alimentation. Rien à cet égard ne semble plus en effet aller de soi : les enquêtes montrent que, dans la population, et en particulier chez les femmes, l'alimentation est de plus en plus fréquemment source de préoccupation, parfois d'anxiété ou même de culpabilité. Ces tendances ne sont probablement pas sans rapport avec le souci de la minceur et même avec certaines pathologies que l'on rassemble sous le nom de «troubles du comportement alimentaire» (anorexie et boulimie en particulier).

Sur le plan économique et social, il est bien entendu important d'obtenir des indications permettant d'extrapoler aussi bien que possible l'évolution des consommations et des modes de consommation alimentaires pour la décennie à venir. Mais ces questions ont aussi une importante dimension culturelle.

On a beaucoup insisté, en effet, depuis les années 80, sur le fait que les habitudes alimentaires semblaient se «déstructurer». L'alimentation «traditionnelle», en France, est fondée sur un ensemble d'usages et de rites sociaux qui règlent et encadrent l'alimentation des individus : on mange à certaines heures, dans un certain ordre, avec certaines personnes, selon certaines règles. L'urbanisation, puis l'entrée croissante des femmes dans la vie professionnelle, les contraintes de temps, etc, tout cela semblait devoir favoriser cette «déstructuration» des habitudes alimentaires, c'est à dire l'augmentation du grignotage hors repas, le fait de «sauter» des repas, de ne pas les prendre ensemble ou selon les règles «traditionnelles», etc.

La France semble présenter des caractéristiques particulières par rap-

port aux autres pays de niveau de développement comparable. C'est en tout cas ce que montrent les études comparatives. On y est en général plus attaché aux aspects de «convivialité» et de gratification de l'alimentation, à sa dimension d'échange et de partage, à la qualité des mets, que dans d'autres sociétés, où les préoccupations de santé immédiates sont plus contraignantes, alors même que l'alimentation semble moins «structurée».

Une question mal connue

Il existe une assez grande quantité d'études sur les habitudes alimentaires et les consommations. Mais les unes sont assez difficiles à se procurer, car elles ont été effectuées par des organismes privés pour le compte de l'industrie. Elles sont difficiles à interpréter, car les méthodologies utilisées ne sont pas toujours clairement précisées et elles portent sur certains aspects particuliers ou sur des échantillons très spécifiques. Les autres sont d'excellentes et vastes enquêtes de consommation effectuées notamment par l'INSEE et CREDOC. Mais elles portent plutôt sur les «ménages» et leurs consommations (ce qu'achètent les Français) que sur les conditions de la prise alimentaire. On a enfin des informations sur les attitudes (opinions, croyances vis à vis de l'alimentation et des différents produits). Il manque donc des données sur les modes de consommation et en particulier le repas, son contenu mais aussi son déroulement.

11

Pourquoi une enquête auprès des enfants ?

A priori, ce parti présente bien des inconvénients : les enfants sont plus difficiles à interroger que les adultes, surtout dans le cadre d'une enquête de ce type. Mais en revanche, grâce aux enseignants, on peut avoir une aide précieuse pour assurer la rigueur et l'homogénéité de la passation.

En effectuant cette enquête auprès des enfants, nous pouvons en partie accéder à un phénomène essentiel : la transmission des pratiques culturelles. On peut dire que, de cette manière, nous nous donnons les moyens de mieux saisir le changement à l'œuvre et donc de mieux apprécier l'étendue et, éventuellement, l'avenir de ce changement.

Pourquoi une enquête dans le cadre de l'école ?

■ **Pour des raisons méthodologiques** : l'école publique nous assure l'échantillonnage le plus large et le plus représentatif qu'on puis-

se souhaiter de toutes les couches, de toutes les catégories de la population. Ainsi, les classes qui ont participé à cette enquête, menée avec le soutien du Rectorat de Paris et de l'Inspection académique de la Haute-Saône, appartiennent à des écoles de tous les arrondissements parisiens.

■ **Pour des raisons pédagogiques aussi** : les enquêtes, en particulier les enquêtes d'opinion (les « sondages ») sont de nos jours omniprésentes dans les media mais le public n'en a qu'une connaissance partielle et, de plus, altérée par le caractère très particulier des demandes médiatiques.

Il ne s'agit pas ici d'un sondage d'opinion. Mais à l'occasion de cette passation, les enseignants auront eu l'occasion d'aider les enfants à comprendre ce qu'est une enquête, sur quels principes et quelles méthodes elle repose, et comment elle se distingue, précisément, d'un « sondage », ne serait-ce que par son objet.

En outre, le thème de l'alimentation est lui-même particulièrement stimulant et riche sur le plan pédagogique, aussi bien dans sa dimension physiologique que culturelle et sociale (rituels, échange et partage, symbolique des aliments, etc).

Réalisée en mars 1996 auprès d'un échantillon de 6 014 sujets âgés, pour la plupart, de 10 et 11 ans, cette enquête a été principalement menée à Paris et dans la région parisienne, ainsi qu'en Haute-Saône. Le questionnaire, composé de 132 questions, « fermées » mais aussi ouvertes, s'est adressé aux classes de CM1 et CM2 et a fait l'objet de tests préliminaires avec l'assistance d'une psychologue scolaire. Il comporte plusieurs volets.

Méthode et échantillon

1. Outre les habituelles questions de signalétique socio-démographique du ménage, une série de questions sur les pratiques alimentaires quotidiennes, les habitudes et les caractéristiques du sujet et de sa famille, par exemple la fréquentation de la cantine ou l'équipement électro-ménager du foyer. Toutes ces questions permettent de situer et préciser la nature et l'emprise des diverses contraintes (organisation, emploi du temps, structure du ménage, etc) qui pèsent sur les pratiques et les attitudes en matière d'alimentation et sur les caractéristiques du repas.

2. Une batterie de questions concernant la relation précise d'un repas situé et daté, le dîner de la veille au soir : les plats consommés, leur nombre, leur mode de préparation, le lieu où le repas a été pris, sa durée, son déroulement (avec ou sans télévision) les participants, etc. Le repas décrit devant être **un repas ordinaire** (ni un repas de fête ni, de préférence, un repas de week-end ou de veille de jour de congé), on s'est assuré, dans la grande majorité des cas, d'assurer la passation du questionnaire un mardi ou un vendredi, de manière à obtenir des informations de préférence sur un repas du lundi (51 % des cas) ou du jeudi soir (25 % des cas). 14 % des réponses portent néanmoins sur un repas du vendredi et 6 % du mercredi soir.

3. Une série de questions sur les habitudes familiales visant à recueillir le témoignage de l'enfant sur les pratiques habituelles, dans la famille, en dehors du repas considéré : régularité des horaires, ordonnancement du repas, qui fait la cuisine en semaine et le week-end, etc.

4. Une série de questions dans lesquelles on demande à l'enfant si, à son avis, dans sa famille, on serait « d'accord ou pas d'accord » avec certains énoncés, portant

notamment sur « ce qui se fait » ou sur « ce qui ne se fait pas ». Si les pratiques alimentaires familiales présentent pour nous un grand intérêt, elles ne peuvent en effet être comprises et mises en perspective que si l'on dispose également d'informations sur les attitudes éducatives et les règles et modèles culturels en vigueur ou considérés souhaitables dans le foyer en matière d'alimentation. On a également cherché à saisir le degré d'intériorisation des normes et des valeurs liées à l'alimentation et au repas chez l'enfant interrogé, notamment par le moyen d'un jeu d'association de mots (« chercher l'intrus »).

5. Des questions « ouvertes » dont l'analyse, sur un important échantillon, ne peut être aussi fine que dans les enquêtes qualitatives sur entretiens semi-directifs, mais permet néanmoins de préciser un certain nombre de points ou d'orienter la problématique.

Difficultés de l'enquête

L'administration d'un tel questionnaire à des enfants de 10 et 11 ans présente des difficultés que nous n'avons pas sous-estimées. La longueur de la passation (environ 45 minutes) s'est révélée un obstacle moins difficile qu'on ne pouvait le craindre, grâce notamment à la préparation menée par les enseignants, à leur présence auprès des enfants avant et pendant l'administration du questionnaire et à leur soutien constant. Les enseignements du test préalable nous ont permis d'éliminer ou de modifier certaines questions. D'autres, pourtant indispensables, sont déroutantes même pour des adultes. Nous avons donc eu besoin de l'aide des enseignants pour aider les enfants à surmonter ces difficultés. On s'est efforcé d'y préparer les enfants par l'intermédiaire des professeurs, en leur suggérant de mettre à profit ces difficultés dans une perspective pédagogique. C'est ainsi que, pour préparer les réponses à toutes les questions dites socio-démographiques (taille de l'agglomération, habitat, etc), les enseignants ont pris soin d'expliquer aux enfants la nature et l'utilité des informations ainsi recueillies. Dans les jours qui ont précédé la passation, les enfants ont été incités à interroger leurs parents pour obtenir toutes les informations nécessaires (profession exacte, etc). Dans l'ensemble, pour la quasi-totalité des questions, le taux de non-réponses et celui des réponses « aberrantes », non exploitables, ne dépassent pas un niveau acceptable.

Il est essentiel de ne pas se tromper sur la nature des informations recueillies : bien entendu, les données que nous obtenons n'équivalent

nullement à des observations directes de comportements ou de pratiques. Il ne s'agit que d'une relation ou d'une déclaration faite par des enfants en réponse à l'interrogation d'adultes. Il faut donc à chaque instant chercher autant que possible à mettre en perspective ce témoignage, le situer dans son contexte, par le croisement avec d'autres variables. En ce qui concerne les questions d'attitude, on demande moins aux enfants leur propre attitude (croyance, opinion) que celle qu'ils attribuent à leurs parents ou celle qui leur paraît caractéristique de leur famille. On ne songe donc pas un instant à demander à l'enfant de remplacer un observateur scientifique direct (et bien improbable). Dans bien des cas, les réponses des enfants ne reflètent que ce qu'ils ont appris ou ce qu'ils pensent que les adultes leur proposant le questionnaire attendent d'eux : mais ces réponses, on le verra, peuvent nous intéresser précisément en tant que telles.

Caractéristiques de l'échantillon

6 014 enfants ont répondu au questionnaire. 47,9 % étaient en classe de CM2 et 52,1 % en classe de CM1. La plus grande partie des enfants de l'échantillon sont nés en 1985 (40,7 %) et 1986 (41,5 %). (9,4 %, toutefois, sont nés en 1984 et 3,6 % en 1987). La répartition par sexes est à peu près égale avec toutefois une légère prédominance de garçons (51-49 %).

Composition géographique

L'échantillon est pour sa grande majorité parisien, puisqu'il a été constitué, au départ, à partir de classes d'écoles publiques de tous les arrondissements. Néanmoins, nous avons pu ajouter à cet échantillon parisien très représentatif un sous-groupe, recruté dans la Haute-Saône et suffisamment étoffé pour permettre des comparaisons pertinentes : 980 enfants, soit 16,3 % de l'ensemble. Ainsi, 3,2 % de l'échantillon total habitent une commune de moins de 2000 habitants, 13,9 % dans une commune de moins de 10 000 habitants.

Répartition par catégories socio-professionnelles

En ce qui concerne la distribution par catégories socio-professionnelles, l'échantillon est bien entendu fortement marqué par son caractère massivement urbain : il ne comporte qu'un nombre insignifiant d'agriculteurs exploitants. En revanche, il compte 35,2 % d'employés, 28,2 % d'ouvriers, environ 10 %, respectivement, de professions inter-

médiaires*, de cadres et professions intellectuelles supérieures, d'artisans, commerçants et chefs d'entreprise.

Comme on pouvait s'y attendre, en dépit des explications préalable-ment données aux enfants et des précautions prises, le pourcentage de non réponses est assez élevé sur cette question (plus de 13 %). Nous avons décidé de ne pas insister auprès des enfants sur la question du chômage mais d'essayer de procéder par recoupements pour obtenir une évaluation. Il est vraisemblable que les 13 % de non réponses comprennent une part d'enfants de ménages dont le chef est au chômage. Cette hypothèse est renforcée par les réponses obtenues à une question sur le temps de travail du chef de famille (plein temps, temps partiel ou inactif) : à cette question, le taux de non réponses est faible et on obtient un pourcentage d'inactifs de 10,6 %.

Composition des ménages

Près de 40 % (39,2 %) des enfants de l'enquête déclarent que leur famille compte deux enfants de moins de seize ans. Près d'un quart (24 %) sont enfants uniques, un autre quart (23,4 %) font partie d'un ménage à trois enfants et 13,4 % à quatre ou plus. Le plus souvent, le ménage au sein duquel vit l'enfant interrogé compte au total, adultes compris, quatre à cinq personnes (55,9 %). Un enfant sur cinq vit au sein d'un ménage composé de deux ou trois personnes seulement (22 %).

L'échantillon porte les signes de l'évolution des mœurs, de la famille, du divorce : 15,2 % des enfants habitent avec la mère seule, 6,4 % avec l'un des parents et son nouveau conjoint. La professionnalisation des femmes transparaît également clairement : moins d'un tiers des mères de l'échantillon travaillent au foyer (31,2 %), contre 68,8 % à l'extérieur, à temps plein ou partiel (22,5 %).

Conséquence logique de ce qui précède : la cantine est un élément central du rapport à l'alimentation des enfants, puisque 60,3 % des répondants disent y manger tous les jours ou presque. Environ un tiers, en revanche, n'y reste que rarement ou jamais. Le fait d'aller à la cantine, on le savait déjà, est très significativement lié au travail de la mère : 74,4 % des enfants dont la mère travaille à l'extérieur à plein temps mangent à la cantine tous les jours, contre 39,5 % lorsqu'elle est « au foyer ». Inversement, 54 % des enfants dont la mère est « au foyer » ne mangent jamais à la cantine.

* L'INSEE regroupe dans la catégorie « professions intermédiaires », notamment, les instituteurs et assimilés, les professions de la santé et du travail, telles les infirmières, assistantes sociales etc, le clergé et les religieux, les techniciens, les contremaîtres et agents de maîtrise, etc.